

## A NOTER

### 1 Mai

Faisons du 1er Mai un date clé de la mobilisation ! Cette année plus encore, soyons nombreux dans les rues pour faire converger les luttes !

### 5 Mai

Réunion publique de la commission Université / Recherche du NPA. Rendez vous à 19h sur le campus des Grands Moulins de Paris 7. (Salle 27C Halle aux Farines)

### 3 et 4 Mai

Pour la 1000ème heure de la Ronde des Obstiné(e)s, animations et débats toute la nuit !  
Rentrez dans la ronde !

### 4 Juin

Meeting avec Olivier Besancenot et Omar Slaouti  
20H Espace Paris-Est, 128 rue de Paris, 93100 Montreuil, Metro Robespierre (ligne 9)

## LA FNAC EN GREVE

*A l'heure où la mobilisation dans les universités se radicalise et où les directions syndicales nous baladent de journée d'action en journée d'action,*

les étudiants et les salariés s'organisent à la base afin de jouer la carte de l'unité et de la solidarité au quotidien.

Mardi 7 et jeudi 9 avril, afin de protester contre un vaste plan social mettant en péril 400 emplois, les salariés parisiens de la FNAC ont investi la FNAC de Saint-Lazare et celle de Bastille. Rejoints massivement par des étudiants en grève, ainsi que par des sans-papiers, ils ont occupé et bloqué les locaux de 14H à 20H. Les piquets de grève, fournis en banderoles, pointaient du doigt les licenciements d'un groupe qui fait des bénéfices, alertaient les clients sur la fin du «concept FNAC» et, plus simplement, empêchaient qu'un seul euro soit engrangé par une entreprise qui n'hésite pas à licencier afin de satisfaire des actionnaires toujours plus voraces : rappelons-le, sans salariés et sans clients, l'argent a du mal à entrer dans les caisses !

Ces actions, impulsées par l'intersyndicale des salariés de la FNAC peuvent nous servir d'exemples : elles permettent de faire converger nos luttes là où elles existent, sur nos lieux de travail, de vie et d'étude. Ces occupations ont été l'occasion de prendre conscience que les réformes du gouvernement et la crise économique sont intimement liées. Rejoindre les salariés, y compris les sans-papiers, dans leurs luttes quotidiennes nous permet d'entretenir un climat d'effervescence sociale et de donner une visibilité accrue aux luttes. C'est en unissant les équipes syndicales et les grévistes combattifs que nous réunirons les conditions nécessaires à la grève générale. «Tous ensemble», ce n'est pas un vain slogan : c'est la voie que nous avons choisie pour renforcer nos luttes et pour maintenir la pression sur le gouvernement.

### Pour prendre contact avec le NPA:

Envoyez vos coordonnées à NPA - Commission Education Supérieure Recherche - 2 rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil

Nom /Prénom :

Adresse :

Tel :

Mail :



### Qui sommes nous ?

Le bulletin «Avis de Recherche» est réalisé par la commission «Université-Recherche» du Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA). Il s'adresse à toutes celles et tous ceux qui s'opposent à l'évolution actuelle dans ce secteur : méthodes managériales, hiérarchisation et privatisation déguisée en partenariats et fondations, à toutes celles et ceux qui se battent pour une université, un savoir et une recherche qui soit au service du plus grand nombre, et pas une nouvelle source de profit dans un grand marché de la connaissance. Ce bulletin s'inscrit dans la dynamique du NPA car pour gagner nous avons d'une lutte globale et donc d'un outil global.

### Nous contacter ?

contact-esr@npa2009.org

### Notre site

<http://www.npa2009.org/esr>



### SOMMAIRE

Après 3 mois de lutte le mouvement de colère des Universités continue (page 3) et la question de la validation des semestres commence à se poser (page 2). C'est dans ce climat de luttes et de mobilisations (page 3 et 4) que s'ouvrent la campagne pour les élections européennes du 7 juin prochain (page 1).  
Un seul mot d'ordre, ce n'est pas à nous de payer leur crise !

# AVIS de Recherche

BULLETIN DE DEBAT UNIVERSITE/RECHERCHE DU NPA NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

N°5  
Maihhh 09  
npa2009.org

## EDITO: ELECTIONS EUROPEENNES

*A Athènes, Rome, Londres, Louvain, Paris... Résistance contre la casse des universités et de la recherche !*

Le mouvement historique qui secoue les universités en France n'est pas un « archaïsme » ou une « particularité » comme voudrait nous le faire croire le gouvernement.

Cette contestation existe aussi en Italie, en Espagne, en Allemagne, en Grèce, en Angleterre, où des mobilisations s'opposent au démantèlement des systèmes éducatifs, à la privatisation de l'instruction et à l'asservissement de l'enseignement supérieur et de la recherche au pouvoir économique.

Les contre-réformes françaises et leurs équivalents européens ont pour but d'assujettir la production et l'enseignement des connaissances au marché et au pouvoir politique, selon les logiques du processus de Bologne et de la stratégie de Lisbonne. Ainsi, les pouvoirs nationaux en place ont besoin de casser l'autonomie intellectuelle et scientifique des universitaires afin d'imposer leur « autonomie » : gestion des ressources humaines calquée sur le management privé, dissolution du service public dans les partenariats et autres « fondations » avec le privé, mise en concurrence des universités dans un « grand marché de la connaissance », comme l'appelait déjà Claude Allègre (PS), il y a dix ans.

Ces politiques vont à l'encontre d'une université considérée comme un lieu de savoir libre, porteuse de valeurs émancipatrices. Mais elles vont même à l'encontre du simple développement d'une recherche vivante, et contrairement à la propagande néolibérale, elles ne correspondent pas non plus au fameux « modèle américain » ! Quel est alors le but de Bruxelles et du gouvernement Sarkozy dans notre secteur ?

suite page 2



Avant

Après

## DECRETS

Décret n° 2009-460 du 23 avril 2009, décret n° 2009-461 du 23 avril 2009...  
Ca vous dit quelque chose ? Et bien ce sont deux des décrets contre lesquels nous nous battons depuis janvier, et que Péresse à fait passer à la va vite pendant les vacances... Ca ne vous rappelle pas la LRU ?

## RONDE

Dans la nuit du dimanche 3 mai au lundi 4 mai, la Ronde Infinie des Obstinés franchira sa 1000ème heure ! Pour cette occasion une nuit spéciale de concerts, spectacles, débats est organisée. Tous et toutes à la ronde place de l'Hotel de Ville le 3 mai !

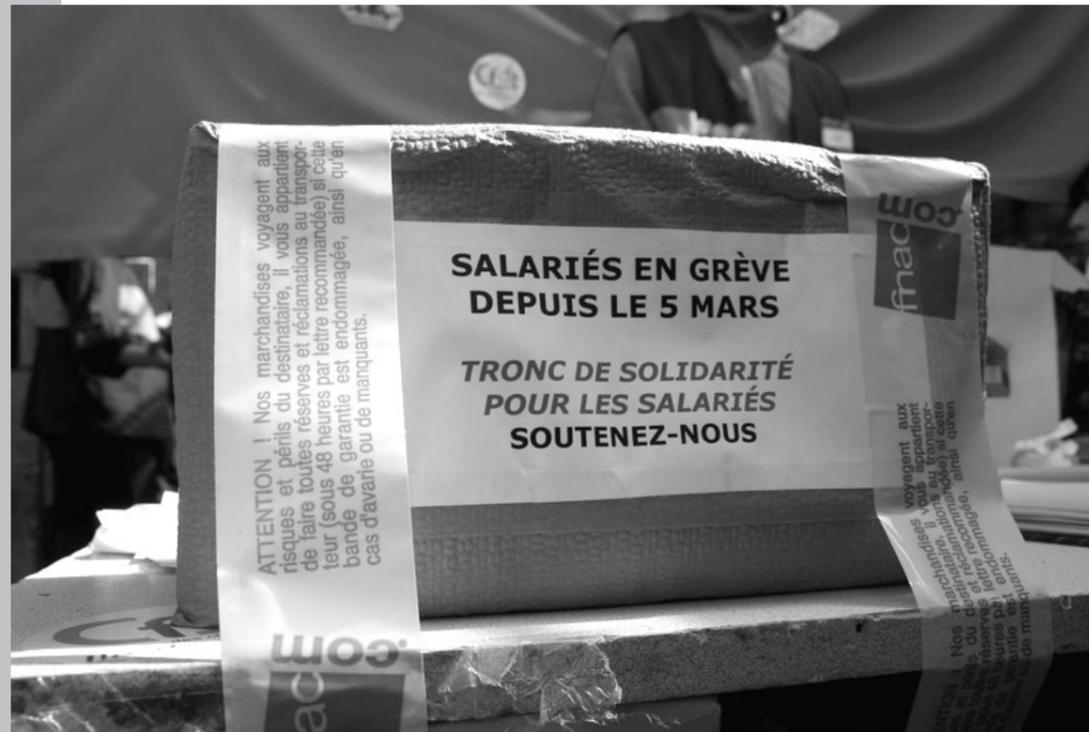
## REUNION

Le NPA organise une réunion publique en direction du secteur Université-Recherche le 5 mai prochain. Rendez vous à 19h sur le campus des Grands Moulins de Paris 7. (Salle 27C Halle aux Farines)

Il semble bien qu'il soit décidé à briser toute tradition généraliste de recherche, à la fois pour des raisons bassement idéologiques (virer du fonctionnaire et mettre au pas un secteur qui défend les principes du service public) et car il raisonne du point de vue de la rentabilité à très court terme, du management et de la finance (travailler plus pour gagner moins, inversion des taux de titulaires et de précaires...). Peu importe si de tels raisonnements sont la source même de la crise actuelle...

Face à cette casse de l'enseignement, de la recherche et de tous les services pulcs, coordonnée à l'échelle européenne, nous pensons que la mobilisation et l'organisation collective des premiers concernés sont déterminantes. C'est dans cet esprit que le NPA fera entendre une opposition radicale et anticapitaliste durant la campagne pour les élections européennes. Il portera les revendications légitimes des luttes en cours pour une université et une recherche au service de toutes et tous, et pas du profit privé.

C'est pourquoi nous appelons à soutenir les candidatures de Laurence De Bouard (Ouest), Raoul-Marc Jennar (Sud-est), Myriam Martin (Sud-Ouest), Christian N'Guyen (Massif-Central-Centre), Christine Poupin (Nord-Ouest), Omar Slaouti (Ile-de-France), et Yvan Zimmerman (Est) et des listes qu'ils conduisent.



Le mouvement des universités et de la Recherche, qui dure depuis plus de trois mois, connaît des situations variables mais se poursuit dans un grand nombre d'établissements. Les vacances des différentes zones ne l'ont pas interrompu. Les activités locales ont montré ses forces et sa capacité à se tourner vers l'extérieur dans une situation générale contrastée mais marquée par une série de mobilisations.

Les appels gouvernementaux à la reprise générale de nos activités « normales » ne passent pas. C'est surtout le flou géné-

par les vacances tournantes qui permet le passage en force sur les différents projets contestés, toujours accompagné de mensonges et de répression. Nous ne nous sommes pas battus si longtemps, si nombreux, contre les projets de Péresse et les lois dont ils découlent (LRU, pacte pour la recherche) pour nous laisser faire face à des textes quasi-identiques. On constate un regain de colère et, peut-être, de mobilisation, tant la stratégie gouvernementale est claire et révoltante : faire semblant de dialoguer, valider les réformes en l'état

## PECRESSE EST SOURDE CRIONS PLUS FORT

et attendre que le mouvement se brise à l'arrivée de la saison des examens.

D'où l'importance des discussions sur les modalités de validation (Cf encadré), qui doivent être aussi systématiques que possible et viser un cadrage national, à développer en fonction des situations locales. Il faut exclure tout « rattrapage » qui nierait la grève, serait précipité et forcément inégalitaire. On ne peut organiser l'évaluation sur la base d'un travail non encadré, ni organiser des épreuves sur les temps de vacances, de travail salarié des étudiant-e-s. De même les modalités de validation et/ou d'évaluation ne sauraient dégrader les conditions de travail des personnels. Ce serait porter atteinte au présent et à l'avenir des activités mais aussi des luttes des universités. Toute grève entraîne des conséquences qui peuvent être néfastes y compris pour les parties prenantes, mais leur solidarité ne doit pas avoir à en souffrir.

La force de la mobilisation, quand elle sait résoudre ce type de problème, est celle de la grève, des manifestations, et de l'extension du mouvement dans le secteur comme au-delà. Les autres actions qui s'y ajoutent peuvent y contribuer fortement, elles ne peu-

vent les remplacer. C'est aussi le vrai sens de la « grève active » : il s'agit bien de s'activer à autre chose que de travailler. Quant à la grève administrative, elle se conçoit comme une réponse à cette question : comment peut-on, comment faut-il remettre en cause la poursuite des activités de nos établissements, pour maintenir la pression ? De ces enjeux dépend l'avenir de la profonde prise de conscience collective qui a entraîné et suivi ce mouvement.

La grève est aussi ce qui nous donne une légitimité pour avancer vers l'unité avec d'autres secteurs mobilisés. Elle est justifiée parce que les réformes sont similaires (éducation, santé...), mais aussi parce que les questions d'emploi, de précarité, de conditions de travail et de salaire préoccupent tou-te-s les salarié-e-s, tout comme nous. L'appel au 1er mai se veut le prolongement des grèves générales extrêmement fortes du 29 janvier et du 19 mars. L'enjeu de la situation est de ne pas se contenter d'une journée isolée de plus, et de continuer à construire des liens entre toutes les luttes. Toutes les initiatives locales et nationales doivent rendre crédible, puis effective, une grève interprofessionnelle durable, reconductible. Ce serait la plus forte, la meilleure des radicalisations.

## VALIDATION : LA QUESTION DES DIPLOMES ?

Le mouvement actuel dans les universités est aussi l'occasion de s'interroger sur l'enseignement. Les cours hors les murs ou alternatifs, les assemblées générales communes des étudiants et des enseignants nous ont montré d'autres modes de relations à construire dans une salle de cours. Bien sûr, ces expériences ont soulevé des problèmes, pour les étudiants comme pour les enseignants, mais elles peuvent être enrichissantes pour construire l'université. Le même genre de questions se posent en ce qui concerne l'évaluation et les examens. Quel est le but de la formation universitaire ? C'est évidemment la transmission des connaissances et l'évaluation n'est qu'un moyen pour contrôler leur acquisition.

Aujourd'hui, on parle d'une dévaluation des diplômes dans les universités. C'est d'abord dû à une attaque idéologique contre l'université : les étudiants seraient des fainéants et des bons à rien et les universités, des usines à chômeurs. Comme si les facs

étaient responsables de la montée du chômage ! Mais la mise en concurrence des universités nous entraîne réellement vers des facs d'élite et des facs poubelles dont les diplômes seraient déconsidérés. La fin du caractère national des diplômes affaiblit encore la protection des conventions collectives pour les jeunes diplômés. C'est à eux, et à tous les salariés, que les entreprises veulent faire payer la crise.

Les grévistes qui défendent une université pour tous se battent pour un enseignement et des diplômes de qualité. Quand certains décident la validation automatique du semestre, c'est pour tenir compte de la force des mobilisations et ne pas les laisser se briser sur l'organisation précipitée d'examens, nécessairement injuste si les grèves enseignantes et étudiantes ont été fortes. La responsabilité d'une casse de l'université... est avant tout portée par le gouvernement.

## NON A LA GUERRE NON A L'OTAN

Voilà des mois que le collectif unitaire avait commencé à organiser la mobilisation contre le 60ème anniversaire de l'OTAN à Strasbourg. Depuis plusieurs semaines, des réunions publiques avaient eu lieu sur les facs pour débattre du véritable rôle de l'OTAN et des enjeux de ce contre-sommet. Pendant ce temps les habitants de Strasbourg ont du vivre un état de siège-policier permanent (carte de résident, contrôles incessants...)

Le 4 avril, le jour de la manifestation, la ville était totalement bloquée. Même le parcours autorisé par la préfecture (dans une zone industrielle à 6km du centre) a été bloqué par la police et par l'armée. De nombreux manifestants n'ont pas même pu se joindre au cortège principal de 30.000 personnes. La violence de la police durant cette manifestation était omniprésente, et la polémique autour des policiers qui auraient jeté des pierres sur les cortèges

n'est que la partie émergée de l'iceberg. Malgré cela, nous n'avons pas oublié pourquoi nous étions là ! Et c'est bien plus contre un système que contre une institution que nous étions dans la rue ce jour là. Ce système, c'est l'impérialisme des grandes puissances capitalistes (USA, UE...) qui à travers son bras armé qui est l'OTAN impose leur domination en Afghanistan et à travers le monde.

Alors quand l'OTAN promet 5000 hommes supplémentaires en Afghanistan et que le budget de la Défense continue d'augmenter, le gouvernement ne peut plus nous faire croire qu'il cherche à faire des «économies». Grâce à cette mobilisation, des collectifs unitaires contre la guerre, ont pu se former dans des universités (à Paris 7, à Toulouse...). Amplifions cette mobilisation autour de nous, car il est urgent de se mobiliser pour dire non à la guerre, non à l'impérialisme.